

Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

Communiqué

Commission Pochard

Lundi 10 décembre, la commission Pochard a réuni l'ensemble des fédérations syndicales enseignantes pour faire un « point d'étape » avant la rédaction du livre vert qu'elle doit rendre au gouvernement fin janvier.

Elle a fait part des « problématiques » et des « pistes » sur lesquelles elle travaillait, en particulier:

- la dimension collective du métier et ses nouvelles missions qui devraient avoir des traductions juridiques en terme d'obligations de service,
- le déroulement de carrière dans ses aspects statutaires, réglementaires et indiciaires,
- la gestion des ressources humaines.

La commission a indiqué qu'elle réfléchissait à l'introduction de l'annualisation des services, au renforcement de l'autonomie des établissements, à la mise en place de l'évaluation collective des enseignants, à la mobilité entre l'Education nationale et l'enseignement privé sous contrat...

A plusieurs reprises les membres de la commission ont fait appel à la nécessité d'un diagnostic commun et d'un consensus sur les pistes proposées.

Pour Force Ouvrière, il ne saurait y avoir consensus sur des pistes qui, toutes, constituent une remise en cause du statut général de la Fonction publique et des statuts particuliers des personnels enseignants. A l'évidence, la commission ne peut se prévaloir d'aucun consensus.

Enfin, FO ne saurait accepter la mise en place d'un groupe de travail sur les salaires des enseignants distinct des négociations en cours dans la Fonction publique sur la valeur du point d'indice. La valeur commune du point d'indice, c'est ce qui fonde, avec le statut, l'unité de la Fonction publique. FO ne participera pas à son éclatement. FO ne cautionnera pas la marche à une « 4ème fonction publique enseignante ».

C'est pourquoi le secrétaire général de la FNEC FP – FO s'est adressé dès hier à M. DARCOS pour demander que les propositions de la commission Pochard ne soient pas retenues et que des négociations s'ouvrent sur les revendications des personnels.

Montreuil, le 11 décembre 2007